

GEMAPI

Gestion des milieux aquatiques
et prévention des inondations

Mission d'appui technique du bassin Loire-Bretagne

(2 mai 2016)

Actualités juridiques



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
CENTRE-VAL DE LOIRE

COORDONNATEUR
DU BASSIN
LOIRE-BRETAGNE



Loi « métropoles »

5 décrets d'application : tous « publiés »

Mission d'appui technique auprès du Préfet coordonnateur de bassin, afin d'accompagner la prise de compétence par les collectivités (article 59) :

→ décret n° 2014-846 du **28 juillet 2014** relatif aux missions d'appui technique de bassin

Digues (au titre de l'article L. 562-8-1 du CGCT)

→ décret n° 2015-526 du **12 mai 2015** relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques

Fonds pour la réparation des dommages causés aux biens des collectivités territoriales et de leurs groupements par les calamités publiques (article 58)

→ décret 2015-693 du **18 juin 2015** relatif à l'indemnisation des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques

EPTB/EPAGE (article 57)

→ décret n° 2015-1038 du **20 août 2015** relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau

Taxe (article 56) : pas de décret, car texte législatif « autoportant »

→ instruction du 11 septembre 2014 du ministère de l'Intérieur

Loi « NOTRe »

Entrée en vigueur de la Gemapi (article 76)

- ➔ Report du 1er janvier 2016 au 1er janvier 2018
(+ période transitoire jusqu'au 1er janvier 2020)

EPTB/EPAGE (article 76)

- ➔ Mécanisme simplifié de transformation des syndicats mixtes existants en EPTB ou EPAGE (≠ loi « métropoles » : seulement création ex-nihilo)

Communautés de communes (articles 64 et 81)

- ➔ Suppression de la reconnaissance préalable de l'intérêt communautaire pour la prise de compétence Gemapi
 - ➔ Transfert de compétence automatique pour 4 types d'EPCI à fiscalité propre



Arrêté « SOCLE »

(20 janvier 2016)

Stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau

- Modifie l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des Sdage
- Suite au dialogue national des territoires sur Gemapi en 2015, élaborée au sein de groupes de travail issus du Comité national de l'eau (CNE)

Cette stratégie comprend :

- descriptif de répartition entre collectivités / groupements : compétences « eau »
 - propositions d'évolution des modalités de coopération entre collectivités
- => territoires à enjeux // cohérence {périmètres ; exercice des compétences}

Cette stratégie est établie en recherchant :

- cohérence hydrographique, renforcement des solidarités financières et territoriales et la gestion durable des équipements structurants du territoire
- rationalisation du nombre de syndicats



Arrêté « SOCLE »

(20 janvier 2016)

Stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau

- Révisée à chaque mise à jour du Sdage
- Première stratégie : arrêtée par le préfet coordonnateur de bassin au plus tard le **31 décembre 2017**, après avis du comité de bassin
- Consultation des collectivités et groupements par voie électronique
=> 2 mois

Instruction technique des ministères de l'environnement et de l'intérieur est prévue pour accompagner cet arrêté, précisant :

- champ : missions visées au titre de l'eau (Gemapi, AEP, assainissement...)
- articulation avec les SDCI en cours de révision



Projet de loi « biodiversité »

Mécanisme de représentation-substitution

→ Généralisation pour tous les EPCI à fiscalité propre

Institution interdépartementale

→ Possibilité de transformation simplifiée en syndicat mixte

Taxe Gemapi

- o modification de l'article L. 151-36 du Code rural : interdiction d'utiliser la redevance pour service rendu au titre de Gemapi, si une taxe Gemapi a été effectivement instituée
- o possibilité pour une commune d'instituer la taxe Gemapi même si elle a transféré tout ou partie de la compétence à un ou plusieurs syndicats mixtes.

